Revue européenne des migrations internationales

vol. 32 - n°2 | 2016

Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique
au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc socialiste

La génération sahraouie de la guerre : des études à Cuba à la migration économique en Espagne

A Saharawi Generation Shaped by the War: From Studies in Cuba to Economic Migration in Spain

La generación saharauí de la guerra: desde los estudios en Cuba hasta la migración económica en España

Carmen Gómez Martín

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7803>

DOI : 10.4000/remi.7803

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 77-94

ISBN : 979-10-90426-27-6

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Carmen Gómez Martín, « La génération sahraouie de la guerre : des études à Cuba à la migration économique en Espagne », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 32 - n°2 | 2016, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7803> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7803>

La génération sahraouie de la guerre : des études à Cuba à la migration économique en Espagne

❖ Carmen Gómez Martín¹

Introduction

L'histoire des relations entre les pays du bloc soviétique et le mouvement de libération national sahraouie, le Front Populaire de Libération de Saguia El Hamra et Río de Oro (Front Polisario), entre l'année de sa constitution (1973) et la fin de la guerre sahraouie-marocaine (1975-1991), est encore très peu connue. Cette relation d'aide et de solidarité est cependant beaucoup plus transparente par rapport à Cuba, du moins concernant la coopération médicale et éducative et alors que le projet politique et social du Front Polisario s'inscrit dans la politique internationaliste cubaine déployée en Afrique depuis les années 1960. Les relations entre Cuba et l'État sahraoui en exil, la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), ont donc été traversées par une aide inconditionnelle cubaine, particulièrement en matière d'éducation, permettant depuis 1977 la formation académique de plusieurs milliers de jeunes sahraouis à Cuba.

En poursuivant la politique de construction d'un État, défendue par le Front Polisario, les autorités sahraouies agissent sur un double plan. D'abord, elles matérialisent un des principaux piliers du projet politique : le droit à l'éducation. Ensuite, elles garantissent la préparation des élites intellectuelles, cadres de l'administration et fonctionnaires du futur État sahraoui.

Cet article présente une analyse socio-historique des principaux événements qui marquent les trajectoires de vie et la mobilité géographique de la génération des enfants de la guerre sahraouie-marocaine (1976-1990). Une mobilité spatiale traversée par une diversité d'expériences, déplacement forcé, mobilité d'études, retour vers les camps de réfugiés, migration économique, et liée aux relations que le gouvernement sahraoui en exil – basé au camp de réfugiés de Tindouf (Algérie) – a tissées pendant et après la guerre avec plusieurs États, certains d'entre eux sous l'orbite soviétique jusqu'en 1990.

¹ Professeur-chercheur, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO-Ecuador), Calle Pradera E7-174 y Diego de Almagro, Quito, Ecuador ; cgomez@flacso.edu.ec

Pour saisir le contexte qui explique la mobilité d'études des jeunes sahraouis, nous proposons de revenir sur la guerre d'occupation du territoire sahraoui par le Maroc. Puis de mieux comprendre l'étroite connexion entre Cuba et l'État sahraoui en exil ; une connexion qui rend possible, entre autres, la formation académique de milliers de Sahraouis dans l'île caribéenne.

Ensuite, nous abordons la question du retour vers les camps de réfugiés alors que l'expérience cubaine de cette première génération d'étudiants – qui s'étend entre six et quinze ans en moyenne – se termine dans la première moitié des années 1990. Jeunes adultes, ils reviennent dans les camps de réfugiés alors que la signature du plan de paix (1991) et l'annonce du référendum d'autodétermination sont attendues. Le retour en Algérie n'est cependant que provisoire ; l'ajournement indéfini du référendum et l'impossibilité matérielle d'occuper des postes correspondant aux qualifications acquises déclenchent de nouvelles mobilités à la fin des années 1990, cette fois-ci, de caractère économique et dirigées vers l'ancienne métropole.

La trajectoire de vie de cette génération est donc marquée par de multiples expériences de mobilité étroitement liées aux événements historiques les plus significatifs du conflit sahraoui-marocain. Il s'agit finalement dans cet article de décrire l'histoire d'une génération de jeunes formée à Cuba, dans l'objectif de devenir l'élite politique et culturelle de l'État sahraoui, puis avec l'évolution politique, contraire aux intérêts des Sahraouis, cette génération reprendra le chemin de la migration vers les pays européens – notamment l'Espagne – ce qui ne va pas sans une importante perte de capital humain pour la société sahraouie.

L'affaire du Sahara Occidental dans la logique de la Guerre froide

Concernant la guerre sahraouie-marocaine, la collaboration de Cuba et de l'Union Soviétique avec le Front Polisario au niveau notamment de l'instruction militaire et de la vente d'armes, est une information venant du Maroc et qui n'a jamais été réellement confirmée. Ces accusations révèlent cependant la stratégie d'internationalisation du conflit – qui se déroule en réalité sur la scène régionale – légitimant ainsi l'appui reçu par les États-Unis et la France pour l'assistance technique et le soutien diplomatique et militaire.

La longue guerre n'aboutit pas à une solution favorable pour les Sahraouis, c'est-à-dire à la configuration d'un Sahara Occidental libre et indépendant tant espéré. Ce fait n'est pas sans conséquence. Les relations diplomatiques s'avèrent extrêmement difficiles avec la RASD, constituée en exil en février 1976, sans ressources naturelles et économiques, et sans reconnaissance ni appui des pays du bloc occidental ou du bloc soviétique². Cette situation montre un scénario de négociation très inégalitaire entre un petit mouvement de libération nationale et les intérêts économiques et géostratégiques des puissances régionales et internationales – ces dernières clairement plongées dans les tensions de la politique de blocs.

2 Comme le souligne Zunes (1987 : 43), aucun pays du bloc soviétique ne reconnut la RASD, seule l'ancienne Yougoslavie développa des relations diplomatiques.

Le contexte d'évolution de l'affaire du Sahara Occidental ne peut pas être interprété, par conséquent, sans faire référence aux corrélations entre les tensions régionales – autour de la question de l'hégémonie algérienne dans l'aire sahélo-maghrébine – et le rapport de forces internationales à l'époque de la Guerre froide, où triomphe le contrôle de l'ennemi via la stratégie de l'« encerclement et du contre-encerclement »³ (Fuente Cobo, 2011 : 5). D'après Mohsen-Finan (1997), pour analyser cette situation il est indispensable de l'inscrire davantage dans le contexte de la décolonisation et dans la logique conflictuelle qui oppose le Maroc et l'Algérie pour le leadership de la région maghrébine⁴.

On pourrait penser ainsi qu'il s'agit d'un conflit d'ordre secondaire dans les rapports de forces Est-Ouest. Pourtant, on ne peut pas effacer l'influence cruciale du contexte international dans l'évolution du conflit. Les gouvernements occidentaux qui ont des intérêts dans la région ne veulent pas appuyer l'indépendance d'un État, petit et fragile, qui peut tomber sous l'influence algérienne (ainsi que libyenne) et compléter par conséquent l'encerclement du Maroc (Fuente Cobo, 2011 : 5). D'après l'administration Carter, la formation d'un État sahraoui indépendant pourrait représenter l'expansion définitive de l'influence soviétique et cubaine dans la zone. Une conviction qui légitimait par elle-même une plus grande provision d'armes au Maroc. Cette politique est reprise et consolidée par le gouvernement de Ronald Reagan en 1981 (Feliu, 2013 : 165-166). C'est le moment de la construction des murs défensifs divisant en deux le territoire du Sahara Occidental⁵, et aussi de la stagnation de la guerre, ne produisant ni vainqueurs ni vaincus, mais plutôt la continuation de l'hémorragie humaine et économique des deux adversaires.

Sur ce point, la question est de savoir s'il y avait un vrai intérêt de l'Union Soviétique à appuyer ce petit mouvement de libération national confronté au régime chérifien. Bien que le conflit du Sahara Occidental se soit déclenché dans les derniers sursauts de la doctrine Brejnev (1964-1982)⁶ on peut souligner que l'indépendance du Sahara Occidental n'a jamais été dans l'agenda international de l'URSS. En effet, parier pour les Sahraouis n'était pas une valeur sûre et l'Union Soviétique avait de forts intérêts à protéger au Maroc. Les rapports économiques entre les deux pays débutent en 1958 par le biais d'échanges commerciaux et de la coopération scientifique et technique. Ils se multiplient

3 Il s'agit d'une double tactique militaire caractéristique de la Guerre froide. L'encerclement permet de cerner les pays « hostiles » avec des bases militaires. Le contre-encerclement est une réponse consistant à placer une armée ou plusieurs bases militaires dans les frontières du pays encerclé afin d'éviter une invasion.

4 La cause des tensions entre les deux États est la prétention d'expansion territoriale marocaine – son projet d'unification du « Grand Maroc » – qui comprend, entre autres, une partie du territoire algérien situé à Gara Djebilet, à l'extrême sud-ouest du pays. Un projet qui déclenche finalement le 8 octobre de 1963 « la guerre des sables ».

5 Il s'agit d'une fortification de 2 700 kilomètres constituée de six murs qui renferment les deux tiers du territoire. Avec la construction de ces murs, le Maroc aspirait à épuiser militairement le Front Polisario ainsi qu'à couper totalement les liens entre la population sahraouie des camps de réfugiés et celle des territoires occupés.

6 Pour cette doctrine, la défense du modèle socialiste justifie par elle-même l'expansion de l'influence soviétique par le biais de sa présence militaire dans le tiers-monde et son appui à des projets politiques anti-impérialistes et socialistes. Dans cette logique, tout conflit régional déclenché dans le tiers-monde est utilisé en préjudice des intérêts et de l'expansion de l'influence des États-Unis (Zorina, 1989 : 43).

dans les années 1970 grâce aux lourds investissements soviétiques en matière d'infrastructures, comme la construction des projets énergétiques et industriels à l'intérieur du territoire marocain (Soukhov, 2003).

Ce fait montre clairement la complexité des relations commerciales et diplomatiques entre l'Union soviétique et le Maroc durant la Guerre froide, et le réductionnisme des analyses qui conçoivent ce pays comme un allié naturel des États-Unis ou de la France face au communisme et aux forces anti-occidentales. Bien que le Maroc réprime fortement à l'intérieur de ses frontières les mouvements estudiantins et les militants du parti communiste, il représente un mur de soutien face aux pays non-alignés, et les relations commerciales avec l'URSS sont à l'époque d'autant plus visibles⁷.

Pourtant, la forte attention portée à l'Algérie de Boumediene, socialiste, panarabe, prestigieuse au sein des pays non-alignés et proche de l'Union Soviétique, transforme l'État sahraoui – même avant sa naissance – en potentiel satellite de l'URSS. L'ambassadeur sahraoui au Venezuela, Hash Ahmed, tenait cependant à ce propos en 2006, au cours de la commémoration du trentième anniversaire de la proclamation de la RASD, le discours suivant⁸ :

« [...] ni avant ni pendant le conflit (sahraoui-marocain) l'URSS a entretenu des contacts avec la RASD ou a permis l'ouverture d'un bureau sahraoui à Moscou. Même pas une boîte de sardines n'est arrivée aux réfugiés sahraouis provenant de l'Union Soviétique, et on peut dire la même chose de la Chine [...] ».

Bien que les connexions entre l'URSS et la RASD soient difficiles à prouver, l'existence d'une relation indirecte par l'intermédiaire de l'Algérie et la Libye est assez probable. C'est cependant les relations tissées avec Cuba, beaucoup plus intenses, qui vont influencer la vie de toute une génération née un peu avant le déclenchement de la guerre. L'extraordinaire attention que porte le gouvernement cubain à la révolution sahraouie montre clairement l'étroite liaison entre le programme politique du Front Polisario – visant la construction et l'organisation d'un État sahraoui issu du processus de décolonisation – et la politique internationaliste cubaine, fortement engagée dans les processus africains de libération nationale. Comme le souligne González López (2008), l'intervention soutenue de Cuba en Afrique rompt le schéma traditionnel qui explique la position des petits pays sous-développés par rapport aux relations internationales⁹.

La question du Sahara Occidental fait ressortir aussi les intérêts divergents qui caractérisent l'intervention cubaine, soviétique et même chinoise

7 C'est aussi le cas de l'Algérie. Malgré son compromis avec les mouvements de libération nationale et les pays non-alignés ou sa ferme opposition aux politiques nord-américaines et françaises en Afrique, le régime de Boumediene est aussi pragmatique et capable de discerner entre l'idéologie et les intérêts économiques. En ce sens, la vente de gaz et de pétrole aux pays occidentaux est combinée sans problèmes avec l'achat d'armement à l'URSS (Mundy, 2006 : 278).

8 Le discours intégral est disponible sur <http://www.arso.org/discembsahven.pdf>

9 La coopération cubaine avec le tiers-monde atteint, entre 1963 et 1989, entre 1,5 et 2 milliards de dollars. Ce pays maintient des relations diplomatiques avec cinquante-trois des cinquante-quatre pays du continent africain. En même temps, les Cubains engagés dans les programmes d'alphabétisation, de santé et d'entraînement militaire se comptent par milliers dans toute l'Afrique (González López, 2008).

sur le continent africain pendant la Guerre froide ; des différences – parfois de profonds désaccords – qui mettent en question l'existence même des relations sino-soviético-cubaines dominées par les Soviétiques. En ce sens, le déroulement de la Conférence tricontinentale organisée à La Havane en 1966 montre les tensions qui se produisent concernant le leadership du tiers-monde révolutionnaire, et confirment le rôle éminent de Cuba dans cette course pour la direction de la lutte anti-impérialiste (Brieux, 1966 : 36).

Le tandem Cuba-Algérie. Les appuis internationaux du projet politique du Front Polisario

L'Algérie est considérée comme la porte d'entrée de l'internationalisme cubain sur le continent africain. Elle est devenue à ce titre le parfait terrain d'essai de sa politique extérieure, centrée sur le soutien militaire des mouvements de libération nationale, et l'assistance médicale et éducative des populations des jeunes États africains décolonisés ou engagés dans un processus de décolonisation. Le premier événement qui marque cette coopération est l'arrivée en février 1962 du bateau Bahia de Nipe avec une importante livraison de matériel militaire pour le Front de Libération Nationale (FLN). Ce bateau retourne à Cuba avec à son bord des combattants algériens blessés et vingt enfants orphelins qui deviendront les pionniers des programmes éducatifs mis en place par le gouvernement cubain à l'intérieur et à l'extérieur de l'île.

Quand aboutit la révolution algérienne avec l'élection de Ben Bella comme Premier ministre en septembre 1962, l'entente entre les deux régimes devient totale¹⁰. Au cours de la première visite du mandataire maghrébin à Cuba, Fidel Castro accorde l'envoi de soixante-cinq médecins et infirmières, afin d'appuyer le système de santé algérien, fortement compromis par la sortie massive des médecins français à la fin de la guerre d'indépendance (Azanza Telletxiki, 2012). Les missions médicales cubaines et les programmes des volontaires débutent en 1963, ils se multiplient dans de nombreux pays¹¹ et subsistent même dans les moments les plus difficiles de la « période spéciale » cubaine¹², après la chute du bloc soviétique.

Ce sont aussi les forts liens avec l'Algérie qui expliquent l'aversion cubaine face au Maroc et à sa politique expansionniste ; une antipathie que le régime cubain maintient en appuyant la cause sahraouie¹³. Les tensions territoriales qui débutent en 1963 entre les deux voisins maghrébins engendrent une réponse militaire sans précédent du régime cubain. Il organise et envoie en Afrique, pour

10 Après le coup d'État de Houari Boumediene et de son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, en 1965, Cuba interrompt les relations avec l'Algérie. Elles reprendront à la fin des années 1960, mais ne seront jamais aussi fortes que durant l'époque d'Ahmed Ben Bella.

11 Le ministère de la Santé publique cubain rapportait en 2012 la présence de collaborateurs dans le secteur de la santé dans soixante-six pays. L'État sahraoui a été par exemple un des grands bénéficiaires de ces programmes.

12 Après la disparition du camp socialiste en 1989 s'est ouverte à Cuba une période d'instabilité économique et d'incertitude caractérisée par des mesures draconiennes au niveau économique visant à préserver le système socialiste (Argaillot, 2013).

13 En 1980, l'État cubain reconnaît la RASD comme État indépendant et le Royaume du Maroc rompt définitivement ses relations diplomatiques avec le régime cubain.

la première fois, un groupe spécial d'instruction (GEI) afin d'appuyer l'armée algérienne dans la « guerre des sables ». Finalement, le GEI ne combattra pas, mais ses membres deviennent des instructeurs des corps militaires d'élites algériens (Glejises, 1996 : 183).

Des années plus tard, face à la farouche résistance des combattants sahraouis et leur connaissance des techniques de la guerre de guérillas, les gouvernements marocain et nord-américain essayent de faire une corrélation entre les instructeurs et les groupes d'intervention cubains en Algérie et le Front Polisario, accusant ce dernier d'avoir des mercenaires étrangers dans ses rangs¹⁴.

Cuba et l'Algérie partagent aussi leurs orientations par rapport à l'affaire du Sahara Occidental et combinent, au niveau de la politique extérieure, deux types de positions : pragmatiques et idéologiques. Ces dernières sont centrées sur la défense de l'anticolonialisme et de la lutte des mouvements de libération nationale. Dans le cas de l'Algérie, comme le signale Mundy (2010), l'idéal d'autodétermination se présente, en outre, comme un aspect fondamental de la structure normative qui constitue le nationalisme algérien. C'est la clef de voûte de sa politique extérieure, ce qui explique sa défense inconditionnelle de la cause sahraouie.

Pour comprendre cet appui, il est nécessaire de connaître l'histoire du Front Polisario. Il naît dans la clandestinité, le 10 mai 1973¹⁵, quand le Sahara Occidental était encore une colonie espagnole. Cependant, le mouvement a pris forme, au cours des années 1960, autour d'un petit groupe d'étudiants installés en Espagne et au Maroc. Les jeunes sahraouis se trouvent fortement influencés par le langage d'émancipation des révolutions latino-américaines et des expériences africaines de décolonisation. Les révolutions cubaine et algérienne sont de ce fait deux référents incontestables pour l'expérience sahraouie. Concernant l'influence cubaine, elle est aussi perceptible dans la reproduction, au cours de la guerre contre le Maroc, d'une esthétique « guérillero » : tenue vert olive et cheveux et barbes longs.

L'idéologie du Front Polisario s'inscrit dans un socialisme sui generis. Il s'inspire du modèle de la révolution algérienne, du mouvement des pays non-alignés, du panarabisme, ainsi que des mouvements africains de libération comme le FRELIMO¹⁶ au Mozambique ou le PAIGC¹⁷ d'Amical Cabral en Guinée-Bissau. Néanmoins, le mouvement de libération nationale sahraoui refuse d'être qualifié de marxiste. Zunes (1987 : 40) suggère, en ce sens, que l'idéologie du Polisario est le produit d'une expérience historique concrète revêtue d'un fort nationalisme, et non d'une idéologie importée de l'extérieur.

14 Cette affirmation n'a jamais été confirmée. Certains experts du dossier, comme Weexsteen (1976), signalent que la connaissance du désert et les qualités techniques et d'entraînement caractéristiques des cadres militaires du Polisario sont une conséquence de leur appartenance aux Troupes nomades de l'armée coloniale espagnole dans le « Sahara Espagnol », ce qui rend improbable leur instruction par des agents étrangers.

15 Il est constitué par des anciens membres du Mouvement de Libération du Sahara (MLS), comme Mohamed Abdelaziz, Ibrahim Ghali ou El Uali Mustafa Sayed.

16 Front de Libération du Mozambique.

17 Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert.

Le projet politique du Polisario vise la réalisation de deux objectifs à caractère émancipatoire : l'exercice de l'autodétermination et la construction d'un État sahraoui par le biais d'une révolution sociale. La lutte pour y parvenir renforce l'idée de la participation et de l'unité nationale au sein d'un système de gouvernement décentralisé qui s'éloigne des modèles marxistes-léninistes, plus autoritaires, reproduits par certains mouvements nationalistes du tiers-monde (Zunes, 1987).

Le temps de la révolution, qui correspond au moment de la guerre, permet le développement de ce système d'organisation sociale paradigmatique – du moins au début du conflit. En effet, il se caractérise à la fois par l'absence de factionnalismes et de confrontations intergénérationnelles, mais aussi par la pleine participation des femmes et des hommes à la révolution et à la gestion sociopolitique des camps de réfugiés¹⁸. Le projet politique est ainsi attaché à un concept, celui de *société nouvelle*, qui dépasse la notion de *l'homme nouveau* développé par Guevara (1979). Ce concept radicalise le projet politique-national sahraoui, car il efface toute identification tribale et met sur le même plan d'égalité la vie de chaque femme et de chaque homme.

Les camps de réfugiés deviennent ainsi une sorte de « laboratoire » de cette nouvelle expérience sociale ; un lieu de mémoire sur l'exil et la perte du territoire, et dans le même temps, l'espace de construction d'un nouveau projet politique, social et identitaire qui s'inscrit dans l'avenir (Gómez y Correa, 2015).

À l'élaboration de ce projet politique participent des pays « amis » du monde arabe comme l'Algérie, la Libye ou la Syrie ; des pays latino-américains comme le Mexique, le Venezuela, le Panama et Cuba ; et dans une moindre mesure des pays de l'ancien bloc soviétique comme la Pologne et la Tchécoslovaquie. Outre l'Algérie et la Libye, Cuba joue un rôle très important dans le développement du projet politique sahraoui, en réalisant des programmes de coopération civile centrés sur l'assistance médicale et sur l'éducation des enfants et des jeunes sahraouis des camps de réfugiés.

Le rôle joué par Cuba dans la formation des jeunes sahraouis

Comme annoncé plus haut, la formation des jeunes a été un des buts prioritaires de la révolution sociale conçue par le Front Polisario après 1976. Avec la poursuite de cette politique, il agit sur un double plan. D'abord, il matérialise une de ses principales réussites, en faisant du droit à l'éducation un des piliers principaux de la révolution sahraouie. Ensuite, il garantit la préparation des futures élites censées construire le futur État sahraoui (Gómez et Omet, 2009).

Cependant, au cours des années de guerre, la situation précaire des camps entrave l'établissement du projet d'alphabétisation massive et la formation éducative de haut niveau rêvée par le Polisario. Sans possibilité réelle d'étudier dans les camps et malgré l'ultérieur développement des projets financés par la coopération internationale et destinés à la construction d'écoles maternelles,

¹⁸ L'érosion du système politique aura lieu plus tard, vers la fin de la guerre et au cours des années 1990, quand le blocage indéfini de la mise en place du référendum d'autodétermination devient évident.

primaires, collèges et lycées¹⁹, le front Polisario signe plusieurs accords avec des pays « amis », principalement l'Algérie, la Libye, la Syrie et Cuba, afin de réaliser son ambitieux projet éducatif.

Au-delà des exagérations récurrentes sur le succès de l'expérience éducative mise en place par la RASD, les résultats de cette politique sont pour le moins remarquables²⁰. Compte tenu de la marginalité des camps et des faibles possibilités pour les réfugiés d'accéder à l'éducation, la politique menée par le Front Polisario engendre une situation insolite d'alphabétisation et de formation de haut niveau d'une population réfugiée qui aurait eu de fait très peu accès à la scolarité.

Parmi l'ensemble des étudiants sahraouis qui bénéficient de l'enseignement secondaire et du troisième cycle à l'étranger (Algérie, Libye, Syrie), seulement un petit groupe arrive à Cuba. Ils sont choisis par l'État sahraoui en entrant au lycée (quand ils ont entre douze et quatorze ans), parmi les jeunes qui ont eu les meilleurs résultats scolaires²¹. Bien que le choix du lieu d'études devienne beaucoup plus libre à partir des années 1990 et non déterminé par les besoins du Front Polisario en cas d'indépendance, le processus de sélection par rapport à Cuba devient de plus en plus rigoureux et centré presque exclusivement sur la formation de jeunes aux professions médicales. La situation de stagnation politique dans le Sahara Occidental et la crise à Cuba, après la chute du bloc soviétique, obligent les autorités cubaines, à cette époque, à restreindre le nombre de boursiers étrangers dans ses lycées et ses universités.

Pour Cuba, la coopération en matière d'éducation devient la parfaite formule de soutien aux pays du tiers-monde. L'idée n'est pas, cependant, d'exporter le modèle socialiste cubain dans les États postcoloniaux africains, comme c'est d'ailleurs le cas des échanges éducatifs et de formation des cadres dirigeants étrangers du modèle soviétique (Katsariokis, 2007). Il s'agit d'aider ces pays sur le chemin vers l'indépendance et de garantir le développement des jeunes nations africaines en formant la jeunesse pour qu'elle soit en mesure de mettre en application leurs projets d'émancipation respectifs. Dans cette logique, les programmes d'études organisés sur l'île de « Juventud »²² introduisent la géographie et l'histoire des pays d'origine des étudiants africains, ainsi que l'apprentissage des langues maternelles. L'enseignement est assuré, entre autres, par des professeurs africains natifs de ces pays, ce qui contribue aussi à alléger le processus de déracinement vécu par ces jeunes à Cuba (González López, 2008).

19 On trouve en 2011 dans les camps, vingt-neuf écoles maternelles, trente-et-une écoles primaires et sept lycées (structure du système éducatif empruntée à l'Espagne). Il existe aussi un large éventail de centres de formation professionnelle tant pour les jeunes que pour les adultes, une école d'infirmiers et plusieurs centres d'enseignement professionnel pour les femmes (Fiddian-Qasmiyeh, 2011 : 18-19).

20 On fait référence aux discours officiels et à ceux des ONG qui affirment assez souvent l'existence de taux de scolarisation de 100 % sans tenir compte, par exemple, de la différence entre le nombre d'inscriptions et la fréquentation scolaire (Fiddian-Qasmiyeh, 2011).

21 Les meilleurs restent jusqu'à l'obtention de leur doctorat (Corbet, 2006).

22 C'est la deuxième île en extension de l'archipel de Cuba. Elle était connue comme « Isla de Pinos » jusqu'en 1978. Cette même année, elle est rebaptisée « Isla de la Juventud », à cause des milliers de jeunes Cubains et étrangers qui étudient dans les écoles professionnelles et les universités de l'île.

Les lycées et les instituts pédagogiques cubains accueillent ainsi des milliers de jeunes qui demeurent de longues années sur l'île jusqu'à la fin de leurs études de troisième et même de quatrième cycle²³. Par ailleurs, contrairement à l'expérience des programmes d'études des pays du bloc soviétique, la chute du socialisme à la fin des années 1980 ne provoque pas la fermeture de tous les programmes d'enseignement, mais leur nombre s'amointrit et certains sont relocalisés dans les pays d'origine des étudiants (González López, 2008).

En ce qui concerne les premiers étudiants sahraouis, ils arrivent à La Havane en 1977. Le groupe de boursiers originaires des camps de réfugiés est constitué de vingt-deux jeunes, dont huit obtiennent leur diplôme de médecine en 1982. À mesure que le conflit s'amplifie et que les relations entre l'État cubain et le Front Polisario se resserrent, les étudiants sahraouis deviennent plus nombreux à Cuba.

Les missions cubaines présentes dans les camps de réfugiés à Tindouf (éducation, santé, instruction des militaires et des policiers, etc.) se conjuguent aux programmes de formation académique de cadres politiques et de professionnels (médecins, professeurs, informaticiens, avocats, ingénieurs, etc.) mis en place à la « Juventud ». Les données parlent d'elles-mêmes : entre la deuxième moitié de 1970 et 2007, plus de 4 000 jeunes sahraouis ont obtenu un diplôme à Cuba dans des formations de troisième cycle²⁴ et professionnelles (Monje, 2012). La décennie 1980 voit les arrivées des étudiants sahraouis culminées, jusqu'à la crise des années 1990 qui voit se réduire les programmes d'études internationaux et le nombre de boursiers. Cependant, ils ne disparaissent pas totalement et les jeunes sahraouis continuent à en être bénéficiaires.

Comme le souligne Corbet (2006 : sp) « sur place, les étudiants sahraouis partent et demeurent en groupe, unis, encadrés et surveillés par des cadres du Front Polisario », ce qui rend difficile la construction de liens sociaux sur l'île et renforce l'esprit communautaire pour faciliter, plus tard, le retour vers les camps de réfugiés. Néanmoins, pour certains d'entre eux, le long séjour à Cuba (entre six et quinze ans) finit par créer des liens affectifs forts avec la société d'accueil et les autres étudiants installés à la « Juventud ». On constate alors une reproduction de l'idiosyncrasie caribéenne ou l'adoption de l'espagnol avec l'accent cubain, qui conduit à nommer ces premiers diplômés quand ils retournent dans les camps de réfugiés, les « Cubaraouis ».

Le retour dans les camps, entre l'espoir et la déception

Le retour des jeunes sahraouis dans les camps de réfugiés est traumatisant, notamment parmi ceux qui ont passé toute leur adolescence et leur jeunesse à Cuba. Le vécu dans deux espaces si différents, la Hamada algérienne et

23 Plus de 46 000 étudiants étrangers ont été diplômés à Cuba entre 1961 et 2008. Parmi eux, 30 719 étaient originaires de quarante-deux pays africains (70 % du total des étudiants étrangers à Cuba étaient des jeunes Africains) ; 17 906 ont fini l'enseignement secondaire ; 12 813 ont obtenu un diplôme d'éducation supérieur et 5 850 ont reçu des entraînements spéciaux, essentiellement militaires (González López, 2008 : 32).

24 Parmi eux, plus de 250 diplômés dans le secteur de la santé.

Cuba, coïncidant, en outre, avec le passage de l'enfance à l'adolescence et à la jeunesse, accentue davantage ce que provoque en eux l'arrivée dans les camps de réfugiés. Comme l'indique l'écrivain et poète sahraoui Liman Boicha :

« Après tant d'années à Cuba, le retour dans les camps devient difficile. Nous avons dû passer par un processus de rééducation, de réapprentissage des codes culturels, des coutumes... nous parlions même notre langue maternelle comme si nous étions encore des enfants. Mais ce qui nous a le plus surpris était que la vie dans les camps n'avait guère changé. Peut-être qu'il y avait plus de moyens, mais nos familles stagnaient dans le cercle vicieux de l'exil, de la routine de tous les jours dans les camps »
(entretien réalisé à Madrid le 21 septembre 2011).

La grande majorité de ces retours a eu lieu dans la première moitié des années 1990, au moment de la signature du plan de paix et de l'organisation du référendum d'autodétermination. Cependant, quelques retours avaient été réalisés au cours de la décennie 1980, quand le Sahara était encore en pleine guerre.

Quand ils rentrent dans les camps, les jeunes exercent généralement dans les domaines de la médecine et de l'enseignement, mais ils travaillent aussi dans les ministères de la RASD, les services de communications et les agences de coopération. En outre un nombre très réduit revient aussi de l'Union Soviétique et de plusieurs pays de l'Est : Tchécoslovaquie, Pologne, RDA. Ils deviennent avec le temps des cadres dirigeants du Front Polisario et du personnel diplomatique²⁵.

Depuis le début du conflit, les conditions difficiles qui accompagnent la construction du processus de libération nationale sahraouie amènent toute une population à partager de faibles ressources et à fournir un travail collectif. Lorsque ces jeunes reviennent aux camps, ils adhèrent à cette idée de partage, en mettant au service de la communauté les compétences acquises à l'étranger. Désormais, le Front Polisario voit s'accomplir l'un de ses principaux objectifs : la constitution d'une élite hautement qualifiée, qui permettra dans un futur proche la construction de l'État sahraoui et la consolidation du projet de souveraineté nationale (Gómez et Omet, 2009).

Le temps de guerre est un moment très particulier de forte solidarité et d'intense vie en commun ; c'est un temps assujéti à la construction d'un projet de libération nationale qui réunit toute la population sahraouie. De plus, il s'inscrit dans un contexte, à l'intérieur des camps de réfugiés, dont le système économique dominant est une forme de « communisme archaïque » qui cependant subsiste, grâce à l'aide internationale. Pourtant, cette situation s'effrite au milieu des années 1990. Au fur et à mesure que la population sahraouie voit s'amenuiser les chances d'une possible résolution du conflit dans un bref délai, le désespoir et la sensation d'avoir été piégés par le « processus de paix » se font plus prégnants (Gómez Martín, 2011). L'expérience de Bahia

25 Il est difficile de trouver des informations sur ces étudiants. Ils ne sont pas très nombreux et la non-reconnaissance de la RASD par l'URSS et ses pays satellites rend invisibles leurs expériences de vie. D'après certains interlocuteurs interviewés dans le cadre de cette recherche, la plupart de ces jeunes sont arrivés en URSS et dans les pays du bloc soviétique avec l'aide de l'Algérie, c'est-à-dire, avec des passeports algériens, ce qui rend difficile le suivi dans ces pays de leurs parcours.

Mahmud Awah, chercheur à l'Université Autonome de Madrid est révélatrice de cette situation :

« Presque tout le groupe d'écrivains qui a travaillé avec moi au sein du Ministère de l'information et de la radio nationale sahraouie, nous avons quitté les camps l'un après l'autre. Nous avons pris cette décision parce que la situation stagnait. La situation de "ni paix, ni guerre" avait engendré l'attente de milliers de jeunes diplômés. Ils se trouvaient déambulant dans les camps, sans rien faire, ou en faisant des petits boulots. Dans la conscience de chacun, une idée a commencé à prendre forme : travailler pour la "cause" depuis l'étranger » (entretien réalisé à Madrid le 27 juillet 2007).

Les années 1990 représentent un tournant très négatif pour les intérêts des Sahraouis. Sans référendum, sans solution à court terme, sans la présence d'un État sahraoui de facto et d'une administration capable de percevoir des impôts, sans la circulation d'argent dans les camps et avec une dépendance totale de l'aide internationale ces premières élites formées notamment à Cuba (et les promotions suivantes) se voient contraintes de travailler sans être rémunérées ou sont réduites à expérimenter l'oisiveté à l'intérieur des camps. Désormais, le Polisario se trouve en face d'une situation très décourageante qui déclenche un problème d'ordre majeur : comment insérer socialement et professionnellement ces jeunes qualifiés dans les camps de réfugiés.

Face à cet enjeu, les Sahraouis ont trouvé deux types de réponses. Il faut préciser cependant qu'elles ne sont pas le fait de décisions venues des dirigeants du Front Polisario, mais de la population sahraouie elle-même ; elles ont été accueillies par le gouvernement avec un relatif acquiescement. D'une part, les jeunes retournés, qui rejoignent de la famille et des amis, ont commencé à organiser dans la seconde moitié des années 1990 des petits commerces. Au fur et à mesure que ces commerces grossissent, ils offrent, au centre des camps, différents types de services (mécanique, cordonnerie, alimentation, communication, etc.). Les marchés sont aussi alimentés par des produits variés (matériels de cuisine, torches, téléphones, couvertures, vêtements, légumes, fruits, eau en bouteille, etc.) grâce à la perméabilité des frontières mauritaniennes et à la revente tolérée par l'UNHCR et le gouvernement sahraoui d'une partie de l'aide humanitaire qui arrive aux familles (Corbet, 2006 ; Gómez, 2011).

Le développement de cette économie locale a favorisé également l'apparition de certains métiers qui n'existaient pas auparavant : chauffeurs de taxi, mécaniciens, maçons, bouchers, etc. Ces métiers connectés à un secteur privé florissant sont exercés en dehors du travail bénévole ou faiblement rémunéré des fonctionnaires de l'État sahraoui : médecins, professeurs, travailleurs des ministères, etc. Par conséquent, comme le signale Corbet, « il n'est pas rare, ainsi, de rencontrer un gérant de boutique ayant obtenu une formation supérieure, parlant plusieurs langues, "noyant son ennui" en s'investissant dans son petit commerce » (Corbet, 2006 : sp).

D'autre part, la migration a été la deuxième réponse à la crise de reproduction sociale qu'engendre dans les camps de réfugiés le manque de solution politique au conflit. Comme on le verra ci-dessous, les autorités sahraouies ont essayé d'enrayer le processus migratoire, au mieux de le contrôler, voire de dissuader les candidats à la migration. Le départ de cette jeunesse éduquée, d'une élite

formée à l'extérieur, a été vécu comme une véritable perte ; une « fuite de cerveaux » impossible à contenir qui mettait définitivement en suspens le projet de constitution de l'État sahraoui.

La migration des années 1990. Une bouffée d'oxygène pour les camps de réfugiés aux dépens de la perte d'un capital humain

La migration vers l'Europe et notamment vers l'ancienne métropole, l'Espagne, ne se produit qu'à la fin des années 1990. C'est une décision difficile à prendre, car, au sentiment de culpabilité d'abandonner les camps et leurs familles, s'ajoute la pression d'une société qui voit dans la migration une infidélité à la lutte collective et à la formation du futur État sahraoui. De ce fait, le départ pour l'Espagne ne se produit qu'une fois qu'ils sont convaincus de la compatibilité entre la défense de la cause sahraouie et leur installation ailleurs.

Ce sentiment de trahison contraint les migrants à repenser et à justifier leur mobilité à partir d'un triple engagement : celui du retour, qui transforme l'installation en Espagne, au moins sur le plan symbolique, en quelque chose de temporaire ; celui du maintien de l'unité du peuple sahraoui au sein de la diaspora ; et enfin celui du travail au renforcement de la « cause » depuis les nouveaux lieux d'installation (Gómez Martín, 2011). Les contradictions, les conditionnements, les sentiments mitigés qui se dégagent de ces premières migrations (1996-1997), conditionnent aussi les relations entre le Front Polisario et les migrants – parfois assez tendues –, se reflétant par la suite dans la forme particulière que prennent les relations politiques et sociales des Sahraouis en Espagne.

Désormais, ce pays se présente comme le principal lieu d'installation des Sahraouis en Europe²⁶. Ils sont persuadés que les liens historiques avec l'ancienne colonie vont leur garantir une certaine protection. Néanmoins, l'arrivée ne dessine pas le scénario d'insertion sociale et professionnelle rêvé. Dès qu'ils arrivent en Espagne, ils se heurtent à une société méfiante de tous ceux qui arrivent du Maghreb, à une administration qui les considère comme n'importe quel autre migrant, à des obstacles insurmontables concernant l'homologation de leurs diplômes d'études et enfin à une immersion obligée dans l'économie informelle et dans des emplois à faible qualification qui redoublent leurs lots de frustrations (Gómez Martín, 2011).

La plupart des migrants sahraouis sont amenés à travailler en tant que saisonniers sans papiers dans les champs espagnols et dans l'économie souterraine, en vivant dans la pauvreté, la peur, l'insécurité et le racisme. Les professionnels sahraouis formés à l'étranger, et notamment à Cuba, deviennent en Espagne de la main-d'œuvre pas chère et sous-utilisée, car ils ne sont pas considérés par les entrepreneurs publics et privés comme des travailleurs qualifiés. De ce fait, ils sont dans l'incapacité de trouver des emplois en accord avec leur expertise et leur haut niveau d'études. Seuls les professionnels de la

26 Il n'existe pas de chiffres officiels sur le nombre de Sahraouis installés en Espagne. Néanmoins, les informations recueillies sur le terrain lors de ma thèse doctorale ont permis de réaliser une estimation qui situe le nombre de Sahraouis dans ce pays entre 10 000 et 15 000 personnes jusqu'en 2010.

santé, médecins, infirmiers, radiologues, anesthésistes, etc., ont eu la possibilité de faire reconnaître leurs diplômes sans problèmes et plus rapidement grâce à la possession de titres universitaires cubains. Pourtant, cet état de fait a produit un effet pervers : il a démuné les camps de réfugiés de ces professionnels, très appréciés des autorités sahraouies²⁷.

Au fur et à mesure que les migrants sahraouis parviennent à obtenir une stabilité juridique, en attendant d'acquérir la nationalité espagnole²⁸ (entre cinq et dix ans en moyenne), certains d'entre eux ont commencé à accéder à de nouveaux emplois dans le secteur des services, de l'industrie et de la construction. Malgré ce saut positif vers une plus forte intégration dans le milieu du travail, leur situation reste encore précaire et assujettie à l'ethno-stratification du marché du travail espagnol. Cette situation, pour la population migrante originaire des pays non européens, est un frein à l'accession, à égalité de conditions avec les nationaux espagnols ou les migrants des pays industrialisés, aux postes qualifiés, les plus stables et les mieux rémunérés. Finalement, dans les dernières années un petit groupe seulement, constitué principalement des anciens élèves du programme de formation cubain, est parvenu à rentrer dans le milieu éducatif en tant que médiateurs interculturels, professeurs et chercheurs.

Conclusion

Bien que la migration ait pris une tournure clairement économique ces dernières années, le besoin de chercher de meilleures conditions de vie ou de réussir sur le plan personnel et professionnel n'explique pas entièrement le déplacement des jeunes sahraouis vers l'Espagne. Le processus migratoire sahraoui est fortement connecté aux quarante dernières années de l'histoire du Sahara Occidental, c'est-à-dire à des événements comme le processus de décolonisation non achevé, l'expérience bouleversante de l'exode vers l'Algérie, la longue guerre contre le Maroc, les relations internationales marquées par le contexte de la Guerre froide, les programmes d'étude à l'étranger ou l'évolution des camps de réfugiés et du conflit à la fin de la guerre. Tous ces événements restent ancrés dans l'imaginaire collectif des Sahraouis, particulièrement de la génération née avant la guerre qui a vécu directement tous ces faits historiques et les mobilités spatiales qui en découlent.

Cette migration présente, par conséquent, certaines spécificités en ce qui concerne les formes de déplacements et leurs motivations. Mais elle est aussi particulièrement intéressante parce que la population concernée conçoit tous ces déplacements comme un seul processus, à savoir comme un exil prolongé au niveau spatio-temporel. Cette manière de voir donne du sens à chacune des

27 D'après le Front Polisario, il peut y avoir plus de 200 Sahraouis travaillant dans le secteur médical en Espagne. Cela signifie que la plupart des Sahraouis formés à Cuba dans ce secteur d'activité ont migré, en contraignant le gouvernement sahraoui à dépendre d'un faible nombre de médecins, des étrangers pour la plupart, notamment des Cubains, afin d'assurer un minimum de services sanitaires dans les camps de réfugiés.

28 Pour avoir plus d'informations sur le processus d'obtention de la nationalité espagnole dans le cas des populations sahraouies consulter Ruíz Miguel (1999a et b) et Gómez Martín (2011).

actions et des décisions et elle permet de comprendre pourquoi les Sahraouis installés en Espagne maintiennent très vivante, dans leurs discours, l'idée du retour ; un retour réel dans les camps de réfugiés, l'endroit où demeurent leurs familles, et un retour symbolique, pour l'instant, vers le Sahara Occidental.

L'expérience de la migration en Espagne fait aussi resurgir une question épineuse. La migration est une réponse légitime de la société sahraouie, et particulièrement de la jeunesse, à la crise de la reproduction sociale, qui affecte les camps de réfugiés, liée au blocage politique du conflit et à l'impossibilité d'aboutir à un processus de décolonisation et à la constitution d'un État libre et indépendant. Pourtant, ce processus migratoire a aussi engendré de nombreux malaises et contradictions pour les autorités sahraouies.

D'une part, le Front Polisario a craint que la migration ne vide les camps, seul élément de pression et de visibilité de la cause sahraouie qu'il peut encore mettre en avant dans les forums de négociation internationaux. D'autre part, le fait d'accepter la sortie de leurs membres les plus compétents, en particulier ceux qui ont été formés dans le milieu médical, a provoqué la désarticulation progressive des efforts réalisés par la RASD et les pays « amis » comme Cuba en matière d'organisation du programme politique émancipatoire visant à la formation d'un corps de fonctionnaires et de travailleurs hautement qualifiés. Dans cette logique, l'espoir du retour aux camps de réfugiés des premiers Sahraouis formés à Cuba devient, dans la seconde moitié des années 1990, un échec profond, car la « fuite de cerveaux » qui continue encore aujourd'hui, rend très infructueux, sur le long terme, les efforts et les investissements en temps et en argent réalisés par les gouvernements sahraoui et cubain.

Les autorités sahraouies ont fini par s'accommoder du fait migratoire, car l'apport très conséquent de l'argent des migrants au sein des camps²⁹ a permis de nouvelles perspectives, notamment la possibilité d'exister sans les « gentils donateurs occidentaux », d'exister par soi-même (Gómez et Omet, 2009). Cela dit, la migration n'a pas résolu par elle-même les problèmes socio-économiques qui tenaillent les camps de réfugiés ; et elle n'a pas accompli non plus les rêves de la plupart des jeunes sahraouis. Des rêves qui étaient connectés aux idéaux d'émancipation sociale et politique appris au cours des longs séjours d'études à Cuba. Ceci supposant l'articulation de leurs objectifs de réalisation personnelle et professionnelle et l'engagement pour la cause sahraouie ; autrement dit, l'application de leurs expertises professionnelles dans la construction et le développement d'un État sahraoui libre et indépendant. Bien que l'ajournement indéfini de la solution du conflit et la migration vers l'Europe aient repoussé ce projet collectif, le nouveau contexte n'a pas changé leur compromis initial de lutte et moins encore l'idée d'un destin de résistance – presque épique – centré cette fois-ci sur la survie des camps de réfugiés.

29 Selon les informations récoltées au fil de multiples entretiens, chaque immigré enverrait entre 1 000 et 3 000 euros chaque année à sa famille. À titre d'exemple, une baguette de pain coûte dix dinars (dix centimes d'euros) dans les camps, un kilogramme de pâtes coûte quarante dinars, un kilogramme de pommes de terre coûte soixante dinars, 100 grammes de viande coûtent 200 à 500 dinars selon la qualité de la viande.

❖ Références bibliographiques

Argailot Janice (2013) La Période spéciale en temps de paix. Les différents visages de l'informalité cubaine, *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 13 (1), pp. 1-14.

Azanza Telletxiki Francisco (2012) *Cuba revolucionaria en la Argelia de Ben Bella*, [en ligne] consulté le 12/04/2015. URL : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=148212>

Brieux Jean-Jacques (1966) La « Tricontinentale », *Politique étrangère*, 1, pp. 19-43.

Corbet Alice (2006) *Génération née dans les camps de réfugiés Sahraouis : une vie entre les camps et l'Occident*, [en ligne] consulté le 01/04/2016. URL : <http://www.reseau-terra.eu/article446.html>

Feliu Laura (2013) Estados Unidos y el Sáhara Occidental. Una perspectiva histórica sobre la autodeterminación y derechos humanos, *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas*, 12 (2), pp. 159-177.

Fiddian-Qasmiyeh Elena (2011) *El prolongado desplazamiento saharauí. Retos y oportunidades más allá de los campamentos*, Sinopsis de políticas de migración forzada 7, Centro de Estudios sobre Refugiados Departamento de Desarrollo Internacional de Oxford, Universidad de Oxford, 50 p.

Fuente Cobo Ignacio (2011) *Sahara occidental origen, evolución y perspectivas del conflicto*, Documento Marco, Instituto Español de Estudios Estratégicos, 22 p.

Gleijeses Piero (1996) Cuba's First Venture in Africa: Algeria, 1961-1965, *Journal of Latino American studies*, 28 (1), pp. 159-195.

Gómez Martín Carmen (2015) La emigración cubana y saharauí. Entre la «traición» y la esperanza, *Iconos, Revista de Ciencias Sociales*, 51, pp. 83-98.

Gómez Martín Carmen (2011) *La migración saharauí en España. Estrategias de visibilidad en el tercer tiempo del exilio*, Saarbrücken, Editorial Académica Española, 180 p.

Gómez Martín Carmen et Omet Cédric (2009) Les cheminements de la politisation des jeunes dans le champ politique Sahraoui. Étude comparative entre la diaspora et les camps de réfugiés, *L'Année du Maghreb*, V, pp. 205-222.

González López David (2008) Impactos de África en Cuba, *Temas*, 56, pp. 29-37.

Guevara Ernesto (1979) *El socialismo y el hombre nuevo*, México, Siglo XXI, 429 p.

Katsakioris Constantin (2007) Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union Soviétique pendant les années soixante, *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1, pp. 83-106.

Mohsen-Finan Khadija (1997) *Sahara Occidental. Les enjeux d'un conflit régional*, Paris, CNRS Éditions, 232 p.

Monje José Antonio (2012) *Las lecciones del internacionalismo cubano en la RASD*, [en línea] consultado el 04/04/2015. URL: <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=145779>

Mundy Jacob (2010) Algeria and the Western Sahara dispute, *The Maghreb Center Journal*, 1, pp. 1-14.

Ruíz Miguel Carlos (1999a) Nacionalidad española de los ciudadanos saharauis: secuela de una descolonización frustrada (y frustrante), *Revista General de Derecho*, 663, p. 14235-14245.

Ruíz Miguel Carlos (1999b) Nacionalidad, igualdad y descolonización. Comentario a la STS (Sala 1ª) de 28 de octubre de 1998, *Revista Española de Derecho Constitucional*, 56, pp. 251-278.

Soukhov Nicolay (2003) *Les destins professionnels des lauréats des écoles supérieures soviétiques dans les pays du Maghreb*, [en ligne] consulté le 25/03/2015. URL : <http://riae.hypotheses.org/341>

Weexsteen Raoul (1976) Fighters in the Desert, *MERIP Reports*, 45, pp. 3-6.

Zorina Irina (1989) La URSS, el Tercer Mundo y los conflictos regionales. Nuevos enfoques de la política exterior soviética hacia el Tercer Mundo antes y después de Afganistán, *Afers Internacionals*, 19, pp. 41-46.

Zunes Stephen (1987) Nationalism and Non-Alignment: The Non-Ideology of the Polisario, *Africa Today*, 34 (3), pp. 33-46.

Carmen Gómez Martín

**❖ La génération sahraouie de la guerre :
des études à Cuba à la migration économique en Espagne**

La guerre sahraouie-marocaine (1975-1991) a une forte inscription régionale – la lutte pour le leadership de la région maghrébine entre le Maroc et l'Algérie – et internationale – les tensions et les conflits qui prolifèrent dans l'ombre de la Guerre froide. Ce scénario influence le conflit dans le Sahara Occidental, mais aussi le projet d'émancipation sociale et politique mis en place par le mouvement de libération nationale sahraoui, qui vise la constitution d'un État issu du processus de décolonisation. Ce projet a un fort impact sur la population sahraouie, particulièrement au sein de la génération la plus jeune, née peu avant la guerre. Dépositaires des efforts de leurs parents, les jeunes sahraouis participent largement du projet émancipatoire. Des milliers d'enfants sahraouis sortent des camps de réfugiés, depuis la seconde moitié des années 1970. Ils se rendent dans les pays maghrébins, latino-américains et en Europe de l'Est, avec lesquels les autorités sahraouies avaient conclu des accords en matière d'éducation. Cuba joue un rôle très important, car sa politique internationaliste en Afrique permet l'accueil et la formation de plusieurs milliers de ces jeunes. Le blocage politique du conflit après la signature du plan de paix en 1991, pousse cette génération à migrer. Ces jeunes deviennent le fer de lance d'une naissante migration économique vers l'Espagne brisant leurs rêves et le rôle principal qu'ils étaient destinés à accomplir dans le futur État sahraoui.

**❖ A Saharawi Generation Shaped by the War:
From Studies in Cuba to Economic Migration in Spain**

The Saharawi-Moroccan War (1975-1991) was defined by the regional struggle between Morocco and Algeria for leadership in the Maghreb as well as by international Cold War tensions. This context influenced both the Western Sahara conflict as well as the social and political emancipatory project of the Saharawi national liberation movement, whose aim was to establish an independent state through decolonization. This project had a strong impact on the Saharawi people, particularly those born just before the start of the war, who sought to carry on the legacy of their parents' struggle. Part of their emancipatory project began in the second half of the 1970s, with thousands leaving the refugee camps they found themselves in to study in countries of the Maghreb, Latin America and Eastern Europe. Among these countries with which Saharawi authorities had signed agreements on education, Cuba played a key role. Given its internationalist role in Africa, Cuba was a principal training ground for several thousands of young Saharawi. This generation then returned to the refugee camps shortly before the 1991 peace plan was signed, which nevertheless blocked a political solution to the conflict. As such, these Saharawi were pushed to migrate once more, becoming the vanguard of an emerging economic migration, mainly to Spain, that broke with the central role they were destined to play in the future Saharawi state.

❖ La generación saharauí de la guerra: desde los estudios en Cuba hasta la migración económica en España

La guerra saharauí-marroquí (1975-1991) tiene una fuerte inscripción regional – debido a la lucha entre Marruecos y Argelia por el liderazgo en el Magreb – e internacional – como consecuencia de las tensiones y conflictos que proliferan bajo el paraguas de la Guerra fría. Este escenario influencia el conflicto del Sáhara Occidental, pero también el proyecto de emancipación social y política desarrollado por el movimiento de liberación nacional saharauí, cuyo objetivo era la constitución de un Estado propio surgido del proceso de descolonización. Este proyecto tendrá un fuerte impacto sobre la población saharauí, particularmente en aquellos nacidos poco antes del comienzo de la guerra. Guardianes del legado de lucha de sus padres, los jóvenes saharauí participan ampliamente del proyecto emancipatorio, lo que lleva a miles de ellos, desde la segunda mitad de los años 1970, a salir de los campamentos de refugiados hacia diversos países del Magreb, América Latina y Europa del Este; países con los que las autoridades saharauí habían firmado acuerdos en materia de educación. Cuba juega aquí un papel fundamental, ya que su ideal internacionalista en África permitió la acogida y la formación de varios miles de estos jóvenes. Tras la firma del plan de paz de 1991 y el bloqueo de una solución política del conflicto, esta generación de jóvenes – que poco antes había retornado a los campamentos – se ve empujada, sin embargo, hacia la migración. Los jóvenes saharauí devienen la avanzadilla de una incipiente migración económica, fundamentalmente hacia España, que rompe con el papel principal que le estaba destinado a cumplir dentro del futuro Estado saharauí.